Pourquoi un candidat P.S.U. ?

Le P.S.U., à Paris comme dans toute la France, a décidé de présenter un candidat par circonscription aux élections législatives.
Ces élections vont se dérouler sans réouverture des listes électorales, sans abaissement de l'âge du vote, et avec un mode de scrutin qui privilégie les notables : elles ne peuvent en aucun cas régler les problèmes que l'action populaire vient de poser.
Le mouvement parti du Quartier Latin ayant abouti à la mise en cause du pouvoir dans la société actuelle doit être renforcé. Le P.S.U. pense que les élections sont l'occasion d'expliquer les objectifs de ce mouvement à l'ensemble de la population. Chacun pourra par son vote exprimer son adhésion.

Dans le 17e arrondissement, cette adhésion s'est déjà manifestée sous diverses formes : meetings, soutien aux grévistes, manifestations.

Avec les étudiants et les ouvriers, les habitants du 17e arrondissement ont compris la nécessité de s'occuper eux-mêmes de leurs problèmes.

Les problèmes économiques, sociaux et culturels de l'arrondissement, comme ceux de tout le pays, sont leur affaire. Le pouvoir ne peut ni ne veut l'admettre.

Les élections doivent permettre d'exprimer le refus d'un tel système qui, dans Paris, exclut le citoyen de la gestion de la cité, comme l'étudiant de l'université et le travailleur de l'entreprise. Les candidats que vous propose le P.S.U., sont décidés à lutter pour la construction d'une démocratie socialiste qui reconnaisse les ouvriers, les employés, les étudiants, les enseignants, tous les citoyens comme véritablement responsables.



CANDIDAT :

Jean-François RODARY

28 ans
Marié, père de deux enfants
Professeur
Membre de la Commission Fédérale du P.S.U.

SUPPLÉANT :

Gilles NABET

27 ans
Etudiant-salarié
Militant syndicaliste

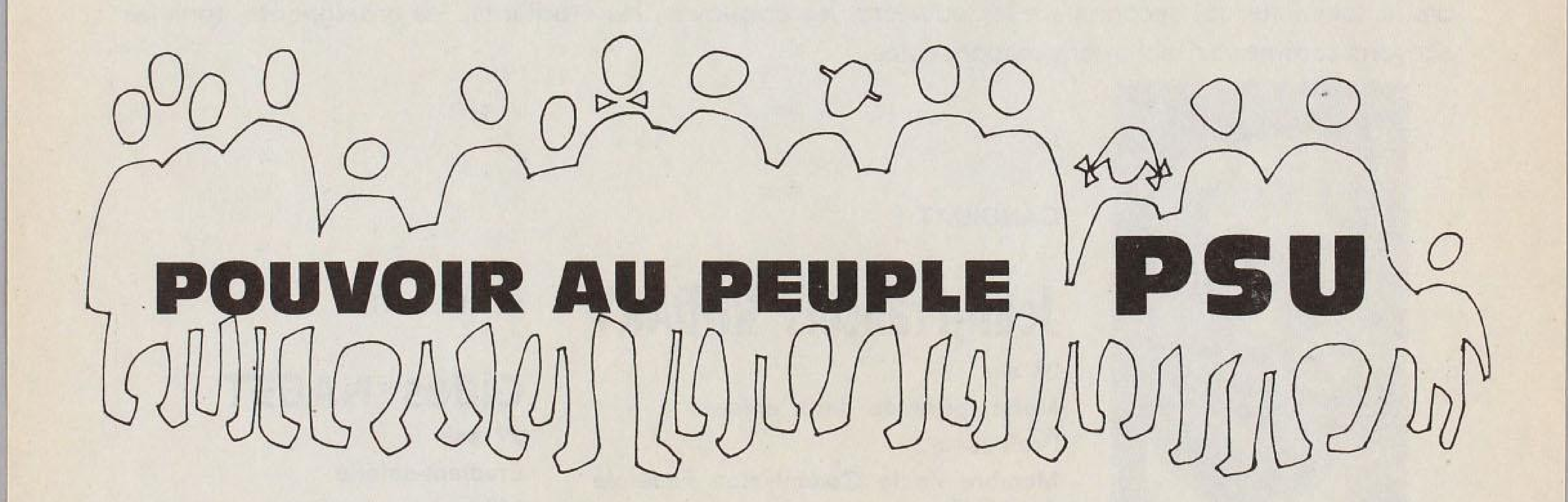
Sciences Po / fonds CEVIPOF

La crise de Mai est une colère populaire. La jeunesse du pays, ses ouvriers, ses techniciens, ses cadres, ses étudiants, ses enseignants, ses artistes, ses paysans, ont tous tenu le même langage : « Nous ne voulons plus de ce pouvoir, nous ne voulons plus travailler selon la volonté des autres et pour leur profit. Nous voulons une société nouvelle ».

Cette démonstration de force, pacifique tant que la police n'a pas cherché à y faire obstacle, n'a pas encore changé le pouvoir. Mais la contestation et l'exigence demeurent. La lutte pour le socialisme continue. Elle sera victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche, prudentes et étonnées, céderont devant la vigueur du courant. Pour renforcer ce courant le P. S. U. propose :

- La gestion de l'économie par les travailleurs ; crédit et monnaie sont contrôlés ; les paysans deviennent maîtres des produits agricoles et de leur vente.
- Une université populaire reconstruite à partir des conquêtes étudiantes : critique collective de l'enseignement, autonomie de décision et d'organisation, gestion commune avec les travailleurs.
- Une culture nouvelle fondée sur la participation critique des travailleurs.
- Une information libérée par une radio-télévision autonome et des moyens de presse gérés démocratiquement.
- Une politique internationale de lutte contre la domination de l'impérialisme américain, et solidaire des luttes révolutionnaires du Tiers-Monde.
- L'établissement de la démocratie directe : par les comités populaires dans les universités, les entreprises, les localités, et des institutions locales qui décolonisent la province.

Le P. S. U. a conscience que l'orientation qu'il présente est loin d'être acceptée aujourd'hui par l'unanimité du mouvement socialiste et ouvrier. Il est pourtant persuadé qu'elle est la seule qui puisse apporter une réponse aux aspirations profondes des travailleurs en lutte.



Vu le candidat

Imp. A.G. PARIS

Sciences Po / fonds CEVIPOF